



SOCIÉTÉ HISTORIQUE DU VI^e ARRONDISSEMENT
FONDÉE EN 1898

LA LETTRE D'INFORMATION

N° 56 – JANVIER 2026

VISITEZ NOTRE SITE : <https://www.sh6e.com/>

MOT DE LA PRÉSIDENTE

Claire Béchu



Chers sociétaires,

Nous clôturons une année riche, comme les précédentes, en conférences et en visites, poursuivant ainsi notre mission d'approfondissement de notre connaissance de l'histoire de l'arrondissement. Personnages méconnus, lieux peu connus, nous avons pu en découvrir de nouveaux au fil de nos activités.

L'année 2026 s'annonce tout aussi vivifiante en nouveaux sujets ! Sans oublier les chroniques historiques qui animent notre *Lettre d'information*. Que chacune et chacun d'entre vous reçoive tous mes vœux les plus chaleureux pour cette nouvelle année.

ACTIVITÉS

VISITE



Mercredi 21 janvier

VISITE COMMENTÉE DU MUSÉE DE LA LÉGION D'HONNEUR

VISITE ORGANISÉE PAR ALAIN AUZEMERY

Bonaparte, Premier consul, crée la Légion d'Honneur le 19 mai 1802. Devenu empereur, Napoléon en fixe les insignes le 11 juillet 1804. En 1925, le général Dubail, grand chancelier de la Légion d'honneur, crée le musée afin de rendre hommage à la gloire des français et des étrangers éprouvés par la Grande Guerre.

Installé dans l'Hôtel de Salm, construit à la fin du XVIII^e siècle et devenu le siège de la Légion d'honneur en 1804, il présente une collection unique de décorations couvrant mille ans d'histoire à travers le monde. Par sa triple dimension historique, artistique et sociologique, il s'adresse aussi bien au grand public qu'aux passionnés de phaléristique. L'étoile de la Légion d'honneur et son ruban rouge ont traversé tous les bouleversements politiques : Empire, Royauté, République.

Sources : Musée de la Légion d'honneur.

Visite réservée aux adhérents à jour de leur cotisation, qui recevront un bulletin d'inscription.

ACTIVITÉS

CONFÉRENCES À VENIR



Jeudi 22 janvier à 18h00 précises

INGRÈS EN SON QUARTIER : « QUEL TALENT ! MAIS QUEL BOURGEOIS ! »

PAR EMMANUEL SCHWARTZ, CONSERVATEUR GÉNÉRAL DU PATRIMOINE ÉMÉRITE

Trente ans durant, on put voir, affairée entre l'Institut, l'École des beaux-arts et le Luxembourg, la courte et ronde figure de M. Ingres. Sa carrière et son œuvre mûrissent dans ses ateliers successifs. S'il ne sut pas transmettre à ses élèves de la rue Visconti la sensualité de son dessin, il se fit le champion du beau idéal et le chantre de la peinture dévote.

La bonne société était tenue de venir adorer chez lui les chefs d'œuvre du petit bourgeois provincial. Le portraitiste attitré du noble Faubourg y régna par son talent, sa vanité et son humeur irascible.

Illustration : portrait de Ingres, photographie de Carjat. Parismuséescollections.

Les conférences ont lieu en mairie du VI^e arrondissement, et durent environ une heure. Entrée libre, sans réservation.

ACTIVITÉS

CONFÉRENCES À VENIR



Jeudi 12 février à 18h00 précises

AUX ORIGINES DU MUSÉE ZADKINE RUE D'ASSAS : OSSIP ZADKINE ET LE VI^e ARRONDISSEMENT

PAR CÉCILIE CHAMPY-VINAS, CONSERVATRICE EN CHEF DU PATRIMOINE, DIRECTRICE DU MUSÉE ZADKINE

Le sculpteur Ossip Zadkine (1888-1967) a vécu rue d'Assas au cœur du VI^e arrondissement pendant quarante ans. Il s'installe rue d'Assas en 1928, dans une petite maison-atelier.

L'artiste, qui a connu l'âge d'or du quartier Montparnasse, lui est resté fidèle sa vie durant à la différence de nombreux « Montparnos ».

Cet attachement explique la décision de préserver la maison-atelier dans laquelle il vécut et de la transformer en musée en 1982 grâce au legs de sa femme, la peintre Valentine Prax.

Illustration : La façade et le jardin du musée Zadkine aujourd'hui. © Pierre Antoine

Les conférences ont lieu en mairie du VI^e arrondissement, et durent environ une heure. Entrée libre, sans réservation.

ACTIVITÉS

CONFÉRENCES À VENIR



Jeudi 12 mars à 18h00 précises

L'ÉNIGMATIQUE SÉJOUR DE NESLE ET SA POSTÉRITÉ : UNE PLONGÉE DANS LES SOURCES

PAR PATRICK LATOUR, ADJOINT AU DIRECTEUR DES BIBLIOTHÈQUES DE L'INSTITUT, CHARGÉ DE LA BIBLIOTHÈQUE MAZARINE,

ET VALENTINE WEISS, RESPONSABLE DU CENTRE DE TOPOGRAPHIE PARISIENNE (ARCHIVES NATIONALES), CHERCHEUSE ASSOCIÉE AU CNRS

Si l'histoire de l'hôtel de Nesle est bien connue, celle du séjour du même nom, extérieur à l'enceinte et détruit en 1411, l'est beaucoup moins : localisation exacte, nature et destination du bâti.

Loti après 1530, le lieu est ensuite occupé, au sud, par l'éphémère hôtel de la reine Marguerite et, au nord, par le futur hôtel de La Rochefoucauld, détruit au début du XIX^e siècle.

Archives, plans et illustrations contribuent à retracer l'évolution de cet îlot et de ses prestigieux occupants.

Illustration : Plan de Mérian (détail), 1615. Archives nationales, N/III/Seine/1510

Les conférences ont lieu en mairie du VI^e arrondissement, et durent environ une heure. Entrée libre, sans réservation.

ACTIVITÉS DES TIERS

EXPOSITION



Bibliothèques Mazarine & de l'Institut de France

MARINO. UN POÈTE ITALIEN À LA COUR DE FRANCE

COMMISSARIAT : CARLO ALBERTO GIROTTA (UNIVERSITÉ SORBONNE NOUVELLE)

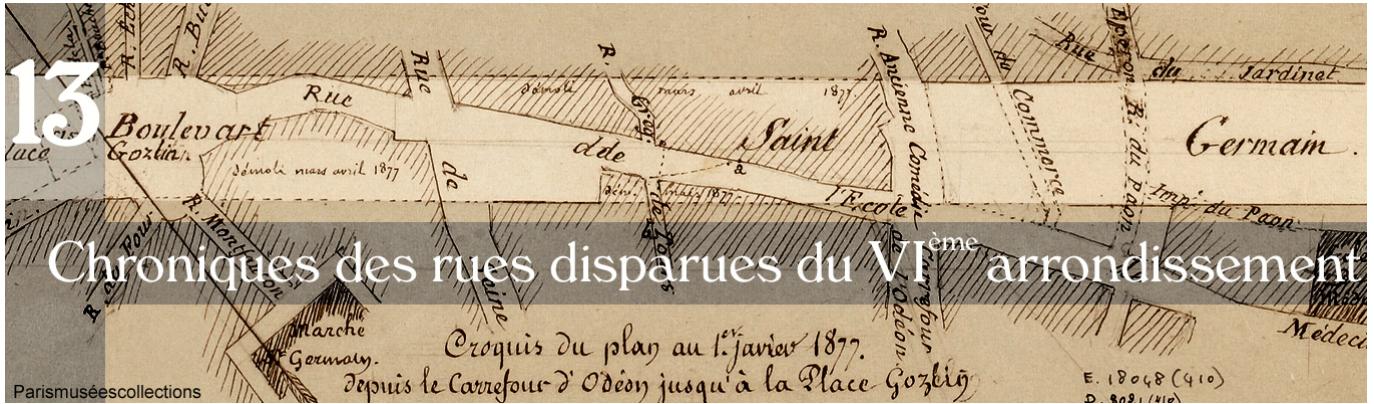
FLORINE LÉVECQUE-STANKIEWICZ (BIBLIOTHÈQUES MAZARINE & DE L'INSTITUT)

Giovan Battista Marino (1569-1625) est une figure singulière et encore méconnue de la poésie baroque. Si le goût du merveilleux et l'éclat marquent ses sonnets, son œuvre majeure, l'*Adone* (1623), long poème consacré aux amours de Vénus et Adonis, a suscité autant d'éloges que de critiques par sa profusion, son érotisme et son extravagance, bien éloignés des canons littéraires qui seront ceux du Grand Siècle.

À l'occasion du quatrième centenaire de sa mort, la Bibliothèque Mazarine, associée à l'université Sorbonne nouvelle et à la Sapienza Università de Rome, organise la première exposition en France entièrement consacrée à Marino.

Sources et informations : <https://www.bibliotheque-mazarine.fr/fr/evenements/marino-un-poete-italien-a-la-cour-de-france>

Jusqu'au 17 janvier 2026. Entrée libre du lundi au samedi, de 10h à 18h, 23 quai de Conti, 75006 PARIS



Rue du Paon-Saint-André (2/3)

Une figure pittoresque de la rue du Paon, Augustine Chambon de Montaux

Une curiosité tous azimuts

Le chauffe-pieds à tout faire

Le 24 janvier 1902 le docteur Augustin Cabanès⁹, rédacteur de la *Chronique médicale*, faisait don à notre société, dont il était membre, d'un document publicitaire imprimé en 1815 chez Fain¹⁰, vantant les mérites d'un petit appareil portatif de chauffage pouvant servir à divers usages domestiques, tels que bain-marie, chauffe-assiettes, chauffe-déjeuner, chauffe-pieds, chauffe-enfant [sic], etc.



L'appareil était commercialisé par le sieur Lefèvre, habitant au n°8 de la rue du Paon-Saint-André¹¹.

Le prix des *Augustines*, des plus communes aux plus ornées, varie : il est ainsi à la portée de tout le monde.

Elles ne se vendent qu'au seul Dépôt établi à PARIS, chez M. LEFEVRE, rue du Paon Saint-André-des-Arcs, N° 8, hôtel de Tours, chez qui l'on trouve également l'Huile convenable aux Augustines, au même prix que dans les fabriques.

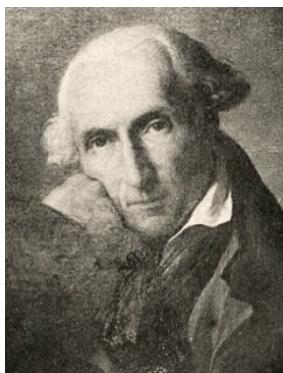
« AUGUSTINES ou NOUVEAUX CHAUFFE-PIEDS ÉCONOMIQUES. », document Sh6.

En 1818, le sieur Lefèvre aura déplacé son commerce au n°6 de la rue Saint-Denis, cour Batave, mais continuera à y « tenir magasin des seules véritables *augustines*, un nouveau chauffe-pieds économique »¹². Il n'en possédait apparemment pas l'exclusivité, puisque selon le Dr Cabanès, qui malheureusement ne cite pas sa source, les *augustines* ne s'en vendaient pas moins aussi, au même moment, « chez Mlle l'Étang, hôtel de Tours, rue du Paon, n°8, maison des Bains, faubourg Saint-Germain ».

Cet ingénieux objet à usages multiples portait le nom de celle qui l'avait mis au point, Augustine Barbe Épiphane Bateste, épouse du sieur Nicolas Chambon de Montaux, docteur en médecine, et pour lequel elle avait obtenu le 3 octobre 1814 un brevet d'invention de 5 ans portant sur une « chaufferette dont la chaleur est entretenue par une petite lampe, appelée Augustine »¹³.

Plongée dans le chaudron révolutionnaire

Née à Charenton-le-Pont en 1772, fille d'un ancien officier ayant servi à Saint-Domingue et pour l'heure soldat-citoyen de la garde nationale de Saint-Germain-en-Laye, elle épouse dans cette ville, le 26 juillet 1791, un médecin de 24 ans son aîné, Nicolas Chambon, qui ajoutait à son patronyme celui d'une terre provenant d'un aïeul maternel, de Montaux. L'un des témoins de l'époux étant son cousin Pierre Chambon, chirurgien en chef de l'hôpital de la garde nationale parisienne¹⁴, il est possible que les réunions entre gardes nationaux aient donné aux époux l'occasion de se rencontrer. Bien que n'ayant pas eu d'enfants, ils semblent avoir formé malgré la différence d'âge un couple uni et, par certains côtés, très moderne. Augustine en effet va vite montrer qu'elle ne manque ni de curiosité intellectuelle ni d'esprit d'initiative.



Nicolas Chambon, d'après un portrait réalisé par Pajou, dans *La vie et les œuvres de Nicolas Chambon de Montaux (1748-1826) : aperçu sur la vie et les idées médicales au temps de la Révolution*, Joseph Génévrier, , 1906.

Par son mariage elle se trouve plongée dans le chaudron révolutionnaire. Nicolas Chambon s'est lancé dans la politique, de tendance qu'on pourrait qualifier « girondine modérée » et a même été un éphémère maire de Paris, succédant en novembre 1792 à Pétion, qui venait d'être élu à la Convention. N'ayant pas caché sa désapprobation de la mise en accusation de Louis XVI, puis de sa condamnation et de son exécution, il devient suspect aux Montagnards et est contraint de démissionner au début de février 1793. Se sentant menacé, il quitte Paris avec Augustine et cherche à se faire oublier à Blois, où il reprend son activité de médecin et où les époux acquièrent le 12 juin 1793 un ancien bien national, le domaine de Saint-Lazare, opération financée par le produit « de la vente d'un bien donné à ladite dame Chambon, situé à Saint-Germain, ladite déclaration faite à l'effet d'opérer remplacement à son profit ». L'intention était « d'y fonder une Faculté de médecine ou, à défaut, d'y organiser un cours public et gratuit de médecine ».

La chute des Girondins, dont Chambon était resté proche, lui vaut d'être poursuivi dans sa retraite et arrêté avec sa femme. Ils ne doivent leur salut qu'à la chute de Robespierre. À leur libération, le projet d'enseignement est abandonné et le domaine revendu le 29 août 1795, mais ils restent à Blois, où Chambon reprend son activité de médecin¹⁵ et Augustine ... s'intéresse à la nature, et notamment aux abeilles.

Une passion pour les abeilles

Ses observations dans la campagne blésoise la conduisent à publier pendant l'été 1798 un *Manuel de l'éducation des abeilles*¹⁶, auquel collabore son mari sous forme de notes complémentaires figurant en annexe, mais représentant quand même la moitié de l'ouvrage. Elle explique fort bien sa démarche dans la préface : « Retirée à la campagne, je ne m'attachais qu'à éloigner de mon esprit des souvenirs affligeants que les malheurs de mon pays y rappelaient sans cesse ; et, pour y parvenir, je m'occupais de tous les

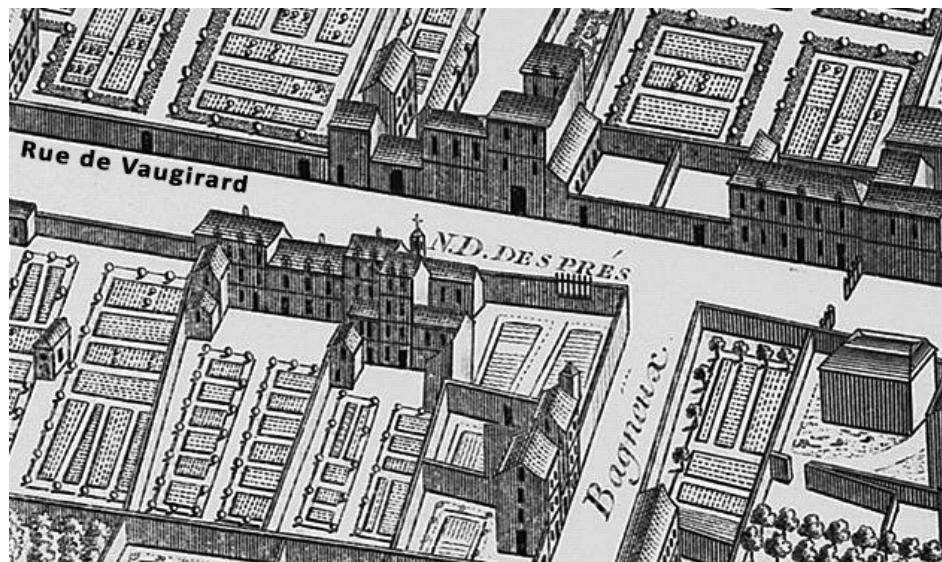
travaux de la campagne, sans en excepter les plus fatigants. Mes voisins avaient des mouches à miel : j'ai eu le désir d'en avoir. L'intérêt qu'elles m'ont inspiré m'a fait chercher les moyens de les connaître parfaitement. J'ai consulté les naturalistes les plus savants et les agriculteurs les plus recommandables. Le célèbre Réaumur a fixé toute mon attention; c'est dans ses ouvrages que j'ai puisé les connaissances que j'ai acquises ». Mais, dotée d'un grand sens pratique dont nous verrons ultérieurement une nouvelle manifestation, elle juge qu'en dépit de leur intérêt scientifique, les écrits de Réaumur « manquent de précision, parce que la forme académique comporte des longueurs et des répétitions ». Alors elle se lance et rassemble en dix-huit chapitres une somme de conseils pratiques, de « la construction des ruches et leur placement » aux « voyages qu'on fait faire aux abeilles », en passant par « les moyens de prendre les essaims » ou « la manière de faire passer les mouches d'une ruche à l'autre ».

Le livre avait été soumis avant publication à l'appréciation de l'*Institut national, classe des sciences physiques* (l'ancêtre de notre Académie des sciences), qui lui avait accordé son approbation le 17 floréal an 6 (6 mai 1798), concluant son avis en ces termes : « Le travail d'Augustine Chambon est ce qu'il faut savoir, celui de son mari est ce qu'on peut désirer savoir ».

Une situation matérielle précaire

Souffrant de la goutte, Chambon ne peut développer sa patientèle autant qu'il le souhaiterait et la situation financière du ménage n'est guère florissante. Le 2 mars 1803, il sollicite l'attribution d'un poste de médecin à l'hôpital de Blois, assorti d'un logement de fonction¹⁷. Ne l'ayant pas obtenu, il décide de regagner Paris, où le Consulat a rétabli la paix civile. Les Chambon élisent domicile sur la rive gauche. Ils vont déménager souvent, sans jamais s'éloigner beaucoup du clocher de Saint-Germain-des-Prés. On les trouve d'abord rue Guénégaud, puis rue Garancière, rue du Jardinier, rue de Tournon, rue du Cherche-Midi¹⁸. De 1814 à 1820, ils habitent rue du Paon-Saint-André, n°8. C'est là, on l'a vu, qu'Augustine met au point son ingénieux chauffe-pieds. C'est là aussi qu'elle écrit un curieux mémoire intitulé *Réflexions morales et politiques sur les avantages de la monarchie*¹⁹, sur lequel nous reviendrons un peu plus loin. Ils iront ensuite rue Saint-André-des-Arts, et enfin rue du Bac, où Chambon meurt le 2 novembre 1826.

Dès lors Augustine, ne pouvant plus compter pour vivre que sur une pension de 600 francs versée par la duchesse d'Angoulême, s'installe chez les Bénédictines de Notre-Dame-des-Prés, au n°100 de la rue de Vaugirard, comme en témoigne l'adresse portée sur la demande de concession à perpétuité qu'elle dépose le 4 juillet 1827 au cimetière du Sud [cimetière Montparnasse] pour y inhumer son mari et, ultérieurement, pour elle-même²⁰.



Les Bénédictines de Notre-Dame-des-Prés, rue de Vaugirard, sur le plan de Turgot (c. 1734).

NB : la rue de Bagnoux est actuellement la rue Jean-Ferrandi.

La chute des Bourbons en 1830 semble avoir mis un terme au versement de cette pension, comme en témoigne les mentions la concernant dans un document du début de la Monarchie de Juillet intitulé *Liste*

générale des pensionnaires de l'ancienne liste civile²¹. Motif : « a perdu sa fortune pendant la Révolution ». Montant de la pension : « 600 francs ». Observations : « N'a pas touché le deuxième secours ». Ne pouvant plus honorer le paiement de son hébergement chez les Bénédictines, elle va finir ses jours auprès de la famille de son mari, à Chaumont, où elle décède le 28 mai 1831.

On ne sera pas étonné de découvrir que cette jeune femme originale au destin si singulier s'est également trouvée mêlée à l'un des épisodes les plus romanesques de la Révolution.

Augustine chez les agents secrets

La mèche de Marie-Antoinette

En 1884 un lointain parent de Chambon²² publie dans une revue savante champenoise un long article dans lequel, à partir de papiers familiaux, il relate certains épisodes de la vie de son parent. L'un d'eux est des plus rocambolesques ... Laissons lui la parole :

« M. et Mme Chambon étaient liés depuis fort longtemps avec une dame Roussel qui avait fait partie de la maison de la reine Marie-Antoinette: lorsque le Roi et la Reine furent contraints de quitter Versailles pour venir à Paris, une partie de leur maison fut congédiée, et l'emploi que remplissait Mme Roussel fut un de ceux qui furent supprimés. Mais cette dame n'en continua pas moins à servir la Reine en secret, autant que les circonstances le permettaient, et elle correspondait avec elle par l'intermédiaire d'un graveur allemand, nommé Baer, attaché à la maison du comte d'Artois ».

La suite est du même acabit. La dite dame Roussel était, paraît-il, liée avec un architecte (son nom n'est pas donné), lui-même ami intime de Richard, le concierge de la Conciergerie. Il se trouve que notre architecte est propriétaire du théâtre *La Cité* et que Richard est un grand amateur de théâtre. Un marché aurait alors été conclu entre l'architecte et le concierge : en échange de billets d'entrée au théâtre, Richard aurait facilité l'accès de la dame Roussel auprès de Marie-Antoinette.

Le décor ainsi planté, venons-en aux faits. Ils sont, pour le moins, surprenants. Redonnons la parole au cousin de Chambon :

« Elle [la dame Roussel] s'habillait alors chez le geôlier, mettait un pantalon de toile, une veste pareille, un bonnet de colon et des sabots, ce qui la faisait ressembler à un garçon guichetier et lui donnait l'accès de la prison[...]. Mme Roussel put ainsi rendre différents services à la Reine et lui procurer notamment des bas, des chemises et des mouchoirs dont elle manquait complètement. Un jour, Marie-Antoinette lui demanda de lui apporter des ciseaux à sa prochaine visite. Mme Roussel n'y manqua pas et pour les soustraire aux regards elle les attacha sous la chaise percée. Quelque temps après, le 14 octobre 1793, deux jours avant sa mort, la Reine qui venait d'être condamnée par le Tribunal révolutionnaire, lui remit des cheveux qu'elle s'était coupés elle-même, en lui disant: « Voilà ce que j'ai de plus précieux à donner à mon fils; s'il n'existe plus, vous les remettrez à ma fille; si jamais elle règne, vous lui direz qu'elle se souvienne de sa mère ».

« Mme Roussel conserva avec piété ce précieux dépôt. Cependant, craignant que la mort ne vint l'empêcher de le remettre aux mains auxquelles il était destiné, elle prit en 1804 pour confidents M. et Mme Chambon et partagea avec eux les cheveux de la Reine. Lorsqu'en 1814, les Bourbons rentrèrent en France, ces deux dames purent s'acquitter de la mission confiée à Mme Roussel et remirent, le 15 avril 1814, à la duchesse d'Angoulême les cheveux de Marie-Antoinette que M. de la Rochefoucauld alla chercher chez Mme Chambon qui en était en ce moment dépositaire, et qu'elle conservait dans une urne d'argent qu'elle avait fait faire pour ce pieux usage ».

Que faut-il penser de cette belle histoire ? À première vue, on se croirait au cœur de l'intrigue d'un roman d'Alexandre Dumas, lequel a d'ailleurs fait de la détention de Marie-Antoinette à la Conciergerie et des tentatives avortées de l'en faire évader le sujet de son *Le Chevalier de Maison-Rouge*. Or nous avons retrouvé la trace de tous les personnages cités et on ne voit pas dans quel but l'auteur aurait fabulé à propos d'une parente oubliée de tous. Regardons cela de plus près.



La duchesse d'Angoulême, médaille en biscuit de la Manufacture de Sèvres. Parismuséescollections

Les comparses

Le graveur allemand, pour commencer. Dans l'un de ses bulletins de l'année 2015, le bruxellois *Cercle d'études numismatique*²³ consacre un article sur un dénommé **Baer** qui « quai de Conti, vis-à-vis le Pont-Neuf, célèbre graveur en pierres fines de Mgr. Comte d'Artois, grave supérieurement les antiques, les chiffres & devises sur chrystaux [sic], le cachet & le portrait d'après nature ». Ayant été au service du comte d'Artois, il est plausible que ce dernier se soit servi de lui pour garder, autant que faire se pouvait, le contact avec la reine prisonnière.

L'architecte, ensuite. Il s'agit de **Nicolas Lenoir**, qui s'était fait connaître en 1781 en construisant en un temps record, près de la porte Saint-Martin, une salle devant se substituer provisoirement à celle du Palais-Royal après l'incendie qui venait de détruire ; cette salle existe toujours, c'est le théâtre de la Porte-Saint-Martin. Spéculant habilement sur les biens nationaux, il acquiert en 1791 l'église Saint-Barthélémy, dans l'île de la Cité, face au Palais de justice. De vastes dimensions, il la transforme et y ouvre en 1792 un théâtre, qui offre l'une des jauges les plus importantes de l'époque, près de deux mille places, et qu'il baptise *théâtre du Palais*, puis, *palais* rappelant trop la monarchie abhorrée, *théâtre de la Cité*. Transformé en 1807, affecté à divers usages, il abritera à partir de 1810 le bal public *Le Prado*, avant de disparaître en 1858 pour laisser la place au Tribunal de Commerce actuel²⁴.

Quant à Richard, il s'agit de **Toussaint Richard**, qui fut, avec sa femme Marie-Anne, l'un des protagonistes du *Complot des œillets*, visant à organiser l'évasion de Marie-Antoinette. Il facilita l'accès de la prison à plusieurs agents royalistes et l'affaire fut à deux doigts de réussir. Elle servit de trame à Alexandre Dumas pour son *Chevalier de la Maison-Rouge*. Après cet épisode, Richard perdit son poste de concierge, mais sauva sa tête. Qu'il ait aimé le théâtre et connu Lenoir n'a rien d'impossible. On sait aussi que les visiteurs ou simplement les curieux pénétraient assez facilement à la Conciergerie à cette époque, bénéficiant de la complicité de certains membres du personnel pénitentiaire, et que Richard et sa femme savaient fermer les yeux.

Reste la **dame Roussel**. Des recherches dans la biographie du baron de Batz, agent royaliste connu pour ses tentatives de faire évader Marie-Antoinette du Temple puis de la Conciergerie²⁵, ainsi que dans diverses études sur la période de la Terreur^{26 et 27} et dans les registres d'état-civil, ont permis d'établir qu'elle était la mère d'un certain Pierre-Balthazar Roussel, proche de ce même baron de Batz et qui, arrêté pour complot royaliste, fut décapité le 29 prairial an II (17 juin 1794) avec 53 autres accusés. On relève aussi que, dans leur *Histoire de Marie-Antoinette* parue en 1858, les Goncourt, évoquant ceux qui ont aidé le baron de Batz dans ses tentatives d'évasion d'abord de la famille royale du Temple, puis de la reine de la Conciergerie, citent, parmi d'autres, « Roussel ».

Deux questions sans réponse

Pour autant, on ignore tout des circonstances qui ont mis en relation Augustine et son mari avec la dame Roussel, tout comme la nature de cette relation. Comment en effet expliquer qu'une personne si dévouée à la famille royale ait pu accorder sa confiance à un homme qui fut maire de Paris au moment du procès de Louis XVI et qui, à ce titre, fut chargé de le conduire, une première fois de la prison du Temple à la Convention, pour y être jugé, puis à la place de Révolution, pour y être exécuté ? Certes, selon son biographe²⁸, Nicolas Chambon, usant de son influence auprès des députés modérés de la Convention, aurait tenté (certes sans succès, mais il fallait à cette époque un courage certain pour le faire) de mettre en place une garde départementale destinée à « sauver le roi ». Il est tout aussi vrai que, quelques jours après l'exécution de Louis XVI, il fut contraint par les extrémistes de la Commune de renoncer à sa fonction de maire, puis incarcéré avec sa femme jusqu'à la chute de Robespierre, ce qui leur sauva probablement la vie. Cela s'était peut-être su dans les milieux royalistes parisiens qui ont alors cherché à les rallier à leur cause.

Ensuite il est permis de s'étonner que, rentré le 14 avril 1814 à Paris, le comte d'Artois ait eu pour première préoccupation de faire chercher, dès le lendemain, chez d'obscurs sujets, une mèche de cheveux supposés être ceux de la reine guillotinée ? Le vicomte Sosthène de la Rochefoucauld, aide de camp du comte d'Artois, qu'on nous dit avoir été chargé de cette mission, avait alors d'autres chats à fouetter. Il est en revanche plausible que, tirant le diable par la queue, les Chambon n'aient eu de cesse d'essayer de monnayer auprès de la famille royale ce qu'ils présentaient comme une relique, allant jusqu'à rédiger ce fameux mémoire qui se termine par le rappel de « la bonne opinion que j'ai des souverains qui règnent aujourd'hui ».

Ces efforts pour attirer l'attention de la duchesse d'Angoulême ont en tout cas porté leurs fruits, si l'on en croit Joseph Génévrier²⁹. D'après lui, à la mort de son mari le 2 novembre 1826, Augustine, à peu près sans ressources, reçut de la princesse une modeste pension « qui lui permit de finir ses jours à l'abri du besoin ».

à suivre ...

Jean-Pierre Duquesne

9 Augustin Cabanès (1862-1928), *Un médecin, maire de Paris en 1793*, in *Le cabinet secret de l'histoire, quatrième série*, Paris, Albin Michel, 1912.

10 L'imprimerie de Armand-Louis-Jean Fain (1782-1838) a été installée au n°4 de la rue Racine, de 1814 à 1826.

11 Société historique du VIe arrondissement de Paris, Bulletin année 1902, page 25.

12 Almanach du commerce de Paris, 1817.

13 INPI, Site internet, Rubrique Brevets d'invention 1791-1901, cote 1BA1753.

14 Archives départementales des Yvelines, état-civil en ligne.

15 Documents pour servir à l'histoire du prieuré Saint-Lazare, in Mémoires de la Société des Sciences & Lettres du Loir-et-Cher, XIVe volume, année 1900, 2ème trimestre.

16 A.Chambon, Manuel de l'éducation des abeilles, ou Manière sûre et facile de les conserver, de les multiplier et d'en tirer un grand profit, Paris, A.J.Dugour et Durand, Libraires rue et hôtel Serpente, Thermidor an VI.

17 Dr Joseph Génévrier, *La vie et les œuvres de Nicolas Chambon de Montaux (1748-1826)*, Paris, G.Steinheil éditeur, 1906.

18 Dr Joseph Génévrier, op. cit.

19 Mme C.de M***, *Réflexions morales et politiques sur les avantages de la monarchie*, Paris, Imprimerie de Didot l'aîné, 1819.

20 Sources : site de généalogie participative Geneanet, et Archives de Paris en ligne, registres d'inhumation.

21 Liste générale des pensionnaires de l'ancienne liste civile, Paris, Imprimerie royale, 1833.

22 Victor Froussard, Notice sur le docteur Chambon de Montaux, maire de Paris du 8 décembre 1792 au 4 février 1793, in *Revue de Champagne et de Brie*, tome dix-septième, 9ème année, 1er semestre 1884 (pages 304 et suivantes).

23 Hadrien Rambach, *Baer, graveur d'une intaille au portrait d'Henri IV*, Bruxelles, Cercle d'études numismatiques, bulletin volume 52.1 (janvier-avril 2015).

24 Jacques Hillairet, *L'Île de la Cité*, Paris, Éditions de Minuit, 1969.

25 Baron de Batz, *La vie et les conspirations de Jean, baron de Batz (1754-1793)*, Paris, Calmann-Lévy, 1909.

26 Émile Campardon, *Le Tribunal révolutionnaire de Paris*, tome premier, Paris, Henri Plon, 1866.

27 Alexandre Tuetey, *Répertoire général des sources historiques de l'histoire de Paris pendant la Révolution française*, tome 11, Paris, Imprimerie nouvelle (association ouvrière), 1914.

28 Dr Joseph Génévrier, *op.cit.*

29 Dr Joseph Génévrier, *op.cit.*